



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Ile-de-France
Unité Départementale du Val d'Oise

Pontoise, le 29 avril 2022

N/Réf : 2022/0345

Affaire suivie par :

Tél. :

Courriel : ud95.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet *Société CENERGY à Saint-Ouen l'Aumône*

- : - *Notification du 28 avril 2022 d'un incident par le COS (Commandant des Opérations de Secours)*
- *Proposition d'arrêté préfectoral d'urgence*

P.J. : Annexe 1 – Projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ÉTABLISSEMENT	
Société	CORIANCE (ex CYEL) - SOA
Adresse	1 rue du gros murger 95 310 SAINT-OUEN L'AUMONE
Activité	Installation de combustion
Régime	Autorisation
Nombre de salariés	12

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	28 et 29 avril 2022
Type d'inspection	Inopinée suite sollicitation du Commandant des Opérations de Secours
Dates des 2 visites d'inspections précédentes	05/03/21 20/09/2020
Identité et qualité des personnes rencontrées	
Identité et qualité de l'équipe d'inspection	

Le présent rapport fait état des constats opérés lors de la visite d'inspection réactive des 28 et 29 avril 2022 de l'établissement exploité par la société CENERGY, sur le territoire de la commune de Saint-Ouen l'Aumône. Ce rapport est consécutif au signalement le 28 avril 2022 d'un départ d'incendie dans le silo de biomasse. Il propose à Monsieur le Préfet du Val d'Oise les suites à y donner.

Tél : 01 71 28 48 02

Mel : ud95.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

5 avenue de la palette – Bâtiment Jacques Lemerrier – 95 000 PONTOISE

www.drieat-ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Il s'agit de la principale chaufferie urbaine alimentant le secteur de Cergy-Pontoise. Suite à la fin de la délégation de service public (DSP) concernant le réseau de chaleur de l'agglomération de Cergy-Pontoise au 30 septembre 2019, un nouveau délégataire, la société CENERGY, a repris l'exploitation de la chaufferie « les Bellevues », située 1 rue du gros murger à SAINT-OUEN L'AUMONE, en lieu et place de la société CYEL.

Le réseau de chaleur de l'agglomération de Cergy-Pontoise, d'une longueur de 44 km alimente environ 33 000 équivalents logements (soit environ 82 000 personnes) à partir de l'usine d'incinération d'ordures ménagères (CYDEC anciennement CGECP située à SAINT OUEN L'AUMONE) et de 2 chaufferies exploitées dorénavant par la société CENERGY (groupe CORIANCE).

Elle assure l'alimentation du réseau de chaleur en second échelon après l'incinérateur d'ordure ménagères.

Cette chaufferie a fait l'objet d'importants travaux de rénovation en 2021, suite à l'arrêt de l'utilisation du charbon, au démantèlement des chaudières fonctionnant au fuel lourd et l'extension de la chaudière biomasse en 2019. Les modifications ont consisté dans la mise en place de 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel avec passage en autocontrôle et ont fait l'objet d'une demande d'autorisation environnementale qui a débouché sur un arrêté d'autorisation le 27 août 2021.

La chaufferie fonctionne en autocontrôle 72H, c'est-à-dire sans présence humaine permanente pendant 72h au maximum. Néanmoins une personne est toujours présente sur le site durant les horaires d'ouverture de la chaufferie (du lundi au vendredi, de 8H à 17H). En dehors des horaires d'ouverture, une astreinte est mise en place permettant ainsi l'arrivée du personnel sur le site en 30 minutes maximum, en cas de besoin.

Elle se compose de :

- 2 chaudières gaz naturel de 20MW
- 1 chaudière biomasse 30MW
- 2 silos de stockage de biomasse (plaquette de bois) de 4000 et 2 500 m³
- 2 cuves enterrées de FOD

La société CENERGY exploite également la Chaufferie des Linandes située à CERGY, qui dispose de :

- 3 chaudières gaz d'une puissance unitaire maximale de 20 MW
- 2 chaudières mixtes gaz / FOD d'une puissance unitaire maximale de 20 MW (puissance utile de 20 MW).

Le réseau de chaleur est actuellement alimenté de la manière suivante, par ordre de priorité : 1. Incinérateur, 2. chaudière biomasse des Bellevues, 3. chaudières gaz de la chaufferie des Linandes ,4. chaudières fioul domestique de la chaufferie des Bellevues.

L'établissement bénéficie d'une autorisation d'exploitation par arrêté préfectoral du 07 novembre 2008. Les modifications les plus récentes à cette autorisation sont portées par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 05 février 2016, 03 mars 2020, 01 octobre 2020, et 27 août 2021.

2 SIGNALEMENT DE L'INCIDENT / DÉROULEMENT DE L'INSPECTION / CONSTATS

L'inspection a eu lieu de manière réactive le 28 et 29 avril 2022 immédiatement suite au signalement de l'incendie du silo de 4000 m³, rempli au moment de l'évènement à hauteur de 1500 m³.

Constats opérés lors de l'inspection du 28 et 29 avril 2022

Suite à la réception du signalement du COS vers 14h30, l'inspection de l'environnement a dépêché une équipe arrivée sur place à 15h.

Déroulés des faits et cause probable de l'incident selon l'exploitant

L'exploitant nous a indiqué avoir constaté un départ de feu au niveau de la bande élévatrice accolée au silo de 4000 m³. Celle-ci permet la manutention de la biomasse apportée par camion au niveau du quai de déchargement jusqu'à la partie haute du silo pour le remplissage, et était en fonctionnement au moment de la survenue de l'incendie.

L'exploitant indique que cette bande élévatrice avait été changée en octobre 2021.

Le reste du site est actuellement à l'arrêt (besoins en chaleur du réseau assuré par l'unité d'incinération d'ordures ménagères).

Il a été indiqué que 2 techniciens ont immédiatement utilisé les extincteurs à proximité, pendant que le responsable opérationnel prévenait le SDIS (vers 13h50).

Aux alentours de 18h, le SDIS observe que le feu s'est transmis à l'intérieur du silo.

Gestion des effluents issus de la lutte contre l'incendie

Les pompiers indiquent à l'Inspection avoir fait procéder, dès le début de l'évènement, à la fermeture des vannes de rétention permettant d'empêcher les eaux d'extinction de se déverser dans le réseau d'eau pluviale se déversant lui-même dans l'Oise.

L'inspection constate aux alentours de 17h30, que l'une des vannes barrages supposée bloquer les effluents sortants du site de manière à les diriger vers le bassin de rétention de 1400 m³ prévu à cet effet, ne remplit pas son rôle. Elle en fait immédiatement part au SDIS et à l'exploitant. A 18h30, les pompiers procèdent à l'installation d'un ballon obturateur permettant de bloquer l'écoulement de l'eau d'extinction incendie. Pendant environ 4h, les eaux d'extinction incendie se sont déversées dans le réseau d'eaux pluviales.

Cette situation est connue de l'exploitant, qui indique que des travaux sont en cours pour installer une seconde vanne de barrage afin de pallier à la défaillance de la première vanne. L'inspection constate la réalité de ces travaux en cours, que l'exploitant indique avoir débuté il y a un mois environ, suite au retour d'expérience des 2 précédents évènements.

Le SDIS indique avoir utilisé l'agent émulsant « Ecopol » et un additif « Biofor », ne contenant pas de fluor et dont les composants sont supposés être biodégradable. Il indique également qu'il ne s'attend pas à une pollution importante de l'eau de ruissellement, celle-ci n'étant que peu chargée en résidus de combustion.

Intervention des pompiers sur le silo

Suite au constat de la présence de l'incendie à l'intérieur du silo, le SDIS acte la nécessité de vider celui-ci afin de pouvoir arroser l'ensemble de la biomasse et s'assurer de l'élimination de combustibles chauds/incandescentes.

Le silo n'est pas muni de dispositif permettant de le vider à l'exception du convoyeur entraînant la biomasse vers la chaudière, et qui ne peut être activé que si la chaudière est en fonctionnement.

Le SDIS demande en conséquence à l'exploitant de découper un passage dans le silo. La découpe débute le vendredi 29 avril à 8h. Celle-ci fait l'objet d'une attention particulière, afin de ne pas fragiliser la structure du silo.

Au moment de l'écriture de ce rapport, le vidage de la biomasse s'effectue par un camion aspirateur, dont il est attendu qu'elle s'étende sur plusieurs jours.

Surveillance de l'installation

Une reprise de l'incendie est redoutée par le SDIS tant que la vidange n'est pas complète, et mobilise au moment de l'écriture 30 pompiers.

3 HISTORIQUE

Le site a déjà fait l'objet de plusieurs départs d'incendie dont le dernier en décembre 2021 qui ont donné lieu à une demande d'exploitation du retour d'expérience et de proposition d'amélioration à l'exploitant (courrier du 22 décembre 2021, auquel l'exploitant a répondu le 08 janvier 2022 sans fournir les éléments techniques demandés).

Depuis 2010, la ligne d'approvisionnement de la chaudière biomasse a fait l'objet de 5 incendies ou départs d'incendie, dont l'un en 2011 très similaire (à ce stade des investigations). L'exploitant a changé en 2019.

4 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Mise à jour de l'étude des dangers

L'inspection relève que la fréquence des départs d'incendie constatée au cours des 10 dernières années est largement supérieure à la fréquence théorique retenue dans l'étude de dangers. Elle estime ainsi que celle-ci doit être remise à jour de manière à prendre en compte le retour d'expérience des incidents récents.

Par ailleurs, il apparaît que le POI (Plan d'Opération Interne), s'il envisageait bien cet événement de feu au niveau de la bande élévatrice, ne mentionne pas de réponse opérationnelle. Il convient donc de prescrire la mise à jour de ce POI avant la remise en service de l'installation de combustion de biomasse.

Surveillance de l'installation

En conséquence du point ci-dessus, l'exploitation des générateurs sans surveillance humaine permanente qui avait été autorisée dans l'arrêté préfectoral du 27 août 2021, notamment sur la base des éléments présentés dans l'étude de danger, devra être réévaluée. A titre conservatoire, l'Inspection propose au préfet la suspension de cette disposition pour l'ensemble de l'installation.

Gestion des effluents issus de la lutte contre l'incendie

Au moment de l'écriture de ce rapport, l'inspection estime que le bassin de rétention de 1400 m³ pourrait ne pas suffire à contenir l'ensemble des eaux issues de la gestion de l'incendie.

Elle recommande ainsi que l'exploitant procède à la vidange par anticipation du bassin de rétention dès à présent.

Sur la remise en service des installations

Compte tenu des compléments attendus dans l'étude de dangers, l'Inspection propose de suspendre le fonctionnement de la chaufferie biomasse et de ses annexes. La reprise de l'activité sera explicitement autorisée par acte préfectoral.

4. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Compte tenu de ce qui précède, la mise en œuvre d'actions rapides de la part de l'exploitant est nécessaire. Elles sont traduites dans le projet d'arrêté imposant des prescriptions de mesures d'urgence (cf. pièce jointe), en vertu de l'article L. 512-20 du code de l'environnement. Ce projet d'arrêté prévoit notamment :

- la mise à jour de l'étude de dangers sous 3 mois
- la mise à jour du POI avant reprise d'exploitation
- la suspension de l'exploitation des générateurs sans surveillance humaine à titre conservatoire
- la vidange immédiate du bassin de rétention
- la suspension immédiate de la chaufferie biomasse et de ses annexes et ses conditions de reprise

